

**Février 2023**

## ÉTUDES, RAPPORTS, ANALYSES, NOTES...

### LOGEMENT



#### [Les petits propriétaires, oubliés de la lutte contre l'habitat indigne ?](#)

La lutte contre l'habitat indigne, opérée en grande partie par des acteurs publics, s'est traditionnellement concentrée sur des opérations d'envergure. Les propriétaires privés en situation de précarité financière et sociale demeurent à la marge de ces actions, et doivent compter sur des mécanismes de soutien alternatifs.

Solène Gaudin. Antonin Margier. Métropolitiques. Essai.



#### [Logement social en Ile-de-France : un Manifeste pour alerter les pouvoirs publics](#)

L'Ile-de-France est la région où s'expriment avec une intensité inouïe les problèmes liés au logement avec 1,3 million de mal-logés, dont 140 000 sans domicile. Dans ce contexte, la Fondation Abbé Pierre, l'Association des organismes de logement social d'Ile-de-France (AORIF) et l'Association francilienne pour favoriser l'insertion par le logement (AFFIL) constatent que l'accès à un logement abordable et à l'hébergement n'est pas considéré à ce jour comme prioritaire et publient un Manifeste.

Fondation Abbé Pierre. Manifeste.

### PAUVRETÉ



#### [Mesurer le niveau de vie et la pauvreté des jeunes adultes de 18 à 24 ans](#)

Ce dossier de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) propose à partir de l'enquête nationale sur les ressources des jeunes (ENRJ 2014), une nouvelle approche du niveau de vie et de la pauvreté monétaire des jeunes de 18 à 24 ans sur un champ quasi complet de cette population, ainsi qu'une analyse de la pauvreté des jeunes adultes selon trois dimensions : monétaire, en conditions de vie, et subjective.

B. Marteau. L.Pinel. O.Echegu. E.Nauze-Fichet. Les Dossiers de la Drees N° 106.

## INÉGALITÉS



### [Inégalités de revenus](#)

La moitié la plus pauvre de l'humanité, 2,5 milliards d'adultes vit avec moins de 560 euros par mois en 2021. Ils disposent de 230 euros mensuels en moyenne.

700 millions de personnes sont extrêmement pauvres, elles vivent avec moins d'1,90 dollar par jour. Un « Français moyen » dispose de trois fois plus de revenus qu'un Chinois. Cette synthèse rassemble les données essentielles pour mesurer l'ampleur des inégalités et leur évolution.

Observatoire des inégalités. [Note](#) n° 9.

## CRISE DU COÛT DE LA VIE



### [Une analyse des mesures budgétaires et du pouvoir d'achat en France en 2022 et 2023](#)

Selon les estimations de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), le revenu disponible des ménages les plus modestes a été soutenu par les mesures d'urgence en 2022. Les ménages du milieu de la distribution et a fortiori, les 30 % de ménages les plus aisés, ont vu leur revenu disponible soutenu par la revalorisation anticipée des pensions de retraites et l'abattement de la taxe d'habitation.

P. Madec. M. Plane. R. Sampognaro. OFCE, Analyse Policy brief n° 112.

## PROTECTION DE L'ENFANCE



### [Un quart des mineurs non accompagnés dormaient en centre d'hébergement ou dans la rue avant leur entrée en établissement de l'aide sociale à l'enfance](#)

Une étude sur les jeunes accueillis en établissement de l'aide sociale à l'enfance (ASE). Elle décrit le profil des jeunes mineurs non accompagnés (MNA) accueillis en établissement, en comparaison des jeunes n'ayant pas ce statut en protection de l'enfance (non-MNA).

Élisa Abassi. Adrien Tortel. DREES. Étude et résultats n°1256.

## PROTECTION SOCIALE



### [Le recours et le non-recours à la complémentaire santé solidaire](#)

Mise en place en novembre 2019 pour renforcer l'accès aux soins des personnes disposant de faibles revenus et remédier au recours insuffisant à la Couverture maladie universelle complémentaire (CMU - CMU-C) et à l'Aide au paiement d'une complémentaire santé (ACS), la CSS permet à plus de 7 millions de personnes d'avoir accès à une couverture complémentaire en santé. Les dernières estimations produites par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) indiquent que ceux-ci restent limités 56 % en 2021 contre 51% en 2018.

M. Caro. M. Carpezat. L. Forzy. DREES. Les dossiers de la Drees n°107.

## SANTÉ



### [Évaluation de la Stratégie nationale de santé 2018-2022](#)

Centré sur l'analyse de la cohérence de cette stratégie et de sa pertinence avec les enjeux de santé d'une part, et sur l'analyse de ses résultats et impacts sur les acteurs de l'écosystème de santé d'autre part, ce rapport a été complété par différents focus, notamment sur la prise en compte des préférences de la société civile et des enjeux liés aux inégalités sociales de santé, et par des recommandations pour l'élaboration de la prochaine stratégie nationale de santé.

Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques. Rapport.



### [Santé et biodiversité. Analyse des enjeux pour une approche intégrée en Île-de-France](#)

Souvent invoquée, l'association entre santé et biodiversité n'a rien d'évident, même si, depuis la crise sanitaire et l'accélération du changement climatique, nul ne peut nier leurs relations. Ce rapport entend explorer les enjeux principaux liés au double défi de préserver la biodiversité et promouvoir la santé. Outre le déchiffrement des interactions, nous suggérons des méthodes et des pistes d'actions dans le but de décliner des politiques publiques et autres projets locaux respectueux du vivant et promoteurs de la santé.

Observatoire régional de santé. Institut Paris Région. Rapport.

## SANTÉ - CONDITIONS DE TRAVAIL



### [Faire du Comité social et économique \(CSE\) un levier de l'amélioration des conditions de travail. Un guide de l'Anact](#)

Dans la série *Cahier de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail* (ANACT), l'agence spécialisée dans le bien-être au travail publie un guide intitulé « [Faire du CSE un levier de l'amélioration des conditions de travail](#) ». Le document qui s'appuie sur les résultats d'une vingtaine de projets, formule des recommandations destinées en particulier aux petites entreprises.

ANACT. Gestion sociale. Guide.

## SALAIRE - CRISE SANITAIRE



### [Les salaires dans le secteur privé en 2021. Des évolutions encore affectées par la crise sanitaire](#)

Lorsqu'ils ne sont pas mesurés en équivalent temps plein mais rapportés à la durée contractuelle des emplois, les salaires perçus par les salariés au titre de leur activité ont diminué de 0,6 % entre 2019 et 2021 en euros constants. Les femmes gagnent en moyenne 14,8 % de moins que les hommes en EQTP. Cet écart s'est réduit de 0,4 point par rapport à 2020, portant à 6,1 points sa diminution depuis 2008.

J. Sanchez Gonzalez. N. Penda Sokhna. INSEE. Insee Première n° 1938.

## EMPLOI



### [Travail Dégcent : Des Solutions Innovantes](#)

Et si le travail pouvait permettre à tous de vivre dignement et d'être reconnus comme des membres utiles à la société ? La Commission des Nations Unies pour le développement social a choisi la question du travail dégcent et de son lien avec les inégalités et la pauvreté comme thème de travail pour 2023. Et les expérimentations ne manquent pas. ATD Quart Monde. Le Journal. Article.

## DIMENSION TERRITORIALE

### Occitanie



### [En Occitanie, 490 000 personnes vivant juste au-dessus du seuil de pauvreté](#)

Région parmi les plus pauvres de France métropolitaine, l'Occitanie compte près de 490 000 personnes vivant juste au-dessus du seuil de pauvreté en 2019, en plus des 960 000 personnes en situation de pauvreté monétaire. Les chômeurs, les familles monoparentales et les familles nombreuses sont particulièrement exposés. Les retraités sont plus souvent en situation de précarité dans les communes rurales les plus isolées. En l'absence de prestations sociales, 290 000 personnes à la limite de la pauvreté passeraient sous le seuil de pauvreté.

Pierre-Julien Andrieux. INSEE. Insee Analyses Occitanie. Étude n° 127.

### Île-de-France



### [Mixité sociale et ségrégation dans la métropole du Grand Paris \(MGP\) : état des lieux et tendances sur 15 ans](#)

Si la MGP est la métropole dans laquelle les disparités de revenus sont les plus fortes, elle n'apparaît pour autant pas comme la plus ségréguée. Entre 2004 et 2019, la ségrégation s'est accrue dans la majorité des pôles en France (14 sur 22). Durant cette période, la ségrégation a peu évolué dans le pôle de Paris, qui se maintient à la cinquième place, tandis qu'elle a augmenté dans les pôles de Brest et de Rennes.

Marie Acs et al. Insee Analyses Île-de-France. Étude n° 165.

### Bretagne



### [J'ai pu partager mon fardeau, ça m'a fait beaucoup de bien](#)

Grâce au soutien de la Fondation Abbé Pierre, l'association angevine des *Locaux Moteurs* rayonne maintenant en Bretagne et où elle travaille en étroite collaboration avec les élus et 3 habitantes-relais, sous contrat 32 heures/mois.

Fondation Abbé Pierre. Témoignage.

## DIMENSION INTERNATIONALE

### Espagne



### [Le salaire minimum en Espagne](#)

Avec un mois de retard par rapport à la date prévue, le gouvernement espagnol a annoncé le 1er février que le salaire minimum interprofessionnel (SMI) augmenterait de 8 % au 1er janvier 2023 pour atteindre 1080 euros par mois sur 14 mois (1260 € sur 12 mois). Cette hausse est proche de l'inflation enregistrée en 2022 de 8,4%. Cette décision a été prise dans le cadre du Pacte sur les revenus.

Christine Riffart.OFCE, Le blog. Étude.

## AGENDA DU CNLE

### Calendrier prévisionnel des réunions plénières du CNLE en 2023

#### Réunions plénières du Conseil du CNLE

Jeudi 13 avril 2023 de 9h30 à 12 h 30

#### Réunions plénières du Comité scientifique du CNLE

Jeudi 23 mars 2023 de 14 h à 17 h 30

Jeudi 13 avril 2023

## A propos du CNLE



Conseil national des politiques de lutte  
contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Organe rattaché au Premier ministre, le [Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale](#) (CNLE) a un rôle de conseil du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Il est composé de 5 collèges regroupant 64 membres, représentants des assemblées parlementaires et collectivités territoriales, associations et acteurs de la société civile, représentants du monde du travail, ainsi que 32 personnes en situation de pauvreté et d'invités permanents.

Lieu de dialogue permanent entre tous les acteurs concernés par ces politiques publiques, le CNLE s'appuie sur l'expertise de son comité scientifique, issu du [regroupement](#) de l'Observatoire national de la pauvreté et l'exclusion sociale et du CNLE officialisé par le décret le [décret n°2019-1379 du 18 décembre 2019](#). Instance permanente du CNLE, il a été installé officiellement le 1<sup>er</sup> octobre 2020 et est présidé par Nicolas Duvoux. Ses missions d'analyse et d'observation sociale doivent contribuer, en lien étroit avec l'ensemble des collèges du CNLE, à une meilleure connaissance de la pauvreté et de l'exclusion sociale en France et à la définition de politiques publiques plus ambitieuses et efficaces.

## La newsletter du CNLE

La Newsletter du CNLE constitue un outil de communication à l'attention des membres du CNLE, des acteurs publics, privés et associatifs, des chercheurs et des institutionnels qui permet à chacun d'être informé sur l'actualité du CNLE et de prendre connaissance d'études, rapports, publications et communiqués de presse qui concernent le champ de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Cette publication est aussi, pour les membres du CNLE un moyen de faire connaître leurs travaux. Si vous souhaitez nous signaler la parution d'études et de rapports sur les sujets abordés au CNLE n'hésitez pas à nous les transmettre pour qu'ils soient partagés par tous. N'hésitez pas également à nous faire part de vos commentaires et suggestions.

Les travaux et études qui n'auraient pas été recensés par le CNLE peuvent être transmis par courriel sur la boîte fonctionnelle du Secrétariat général à l'adresse suivante : [dgcs-secr-cnle@social.gouv.fr](mailto:dgcs-secr-cnle@social.gouv.fr).

Si vous souhaitez vous abonner à nos publications, merci de vous inscrire à cette même adresse.

Retrouvez nous sur le site Internet du CNLE : [www.cnle.gouv.fr](http://www.cnle.gouv.fr)

*Fatima Guémiah - Collaboratrice extérieure - Tél : 06 62 04 42 24*